

Le gouvernement européen des mobilités du travail

Rapport scientifique du Programme formation recherche – 2019-2021 (prolongé jusque juin 2022)

La "liberté de circulation des travailleurs", déjà proclamée par le traité de Rome, constitue un principe central de l'Union européenne. Si ce principe a longtemps été considéré comme une évidence en tant qu'un des piliers de l'intégration européenne, il semble que ce ne soit plus le cas. Après une ère d'enthousiasme et de mise en œuvre poussée de cette liberté, ce principe est de plus en plus remis en question en raison de la montée des tensions politiques et économiques et du nationalisme. Les détracteurs actuels de l'intégration européenne affirment que la libéralisation économique est allée trop loin et que la "libre circulation des travailleurs" porterait in fine atteinte à la cohésion sociale des sociétés nationales – qu'il suffise de penser aux débats sur le Brexit. À la lumière de ces récents développements, nous nous sommes proposés dans le cadre de ce PFR d'analyser la genèse et les significations changeantes de la "libre circulation des travailleurs" ainsi que les défis réels auxquels ce "pilier" de l'UE est confronté. L'intégration européenne allant de pair avec la "liberté de circulation", notre travail collectif explore l'histoire de l'intégration européenne en se concentrant sur la fabrication des réglementations internationales de la mobilité du travail dans un cadre plus large et socio-historique.

Ce programme de formation recherche a mobilisé une vingtaine de chercheur.e.s, autour de Karim Fertikh (Strasbourg), Nikola Tietze (Hambourg/Berlin), Sebastian Büttner (Erlangen), Hadrien Clouet (Toulouse) et Antoine Vauchez (Paris I) une quinzaine de chercheur.es de tous niveaux : doctorant.es, comme Hannes Kaeckmeister (Strasbourg), Sophie Iffrig (Strasbourg), Sanja Beronja (EHESS), Cedric Jurgensen (Flensburg), des post-doctorants comme, outre Hadrien Clouet (Toulouse), Hugo Canihac (Bruxelles) et Hicham Jamid (Aix-Marseille), et des chercheurs confirmés à l'instar de Sigfrido Ramirez (MPI Francfort), Ferruccio Riccardi (CNAM), Pierre-Edouard Weil (Brest), Simon Godard (Grenoble), Daniel Maul (Oslo), Monika Eigmüller (Flensburg), Anusheh Farhahat (Erlangen), Heike Wieters (Berlin), Stefanie Börner (Magdebourg), Christine Barwick (Flensburg), Adrian Favell (Leeds), Christoph Lahusen (Cologne), Emmanuel Comte (Athènes) ou encore Isabella Löhr (Berlin) et Olivier Giraud (CNAM).

Ces chercheur.es sont professeur.es dans des universités allemandes, maître.sse.s de conférences dans des universités françaises ou professeur.es non titulaires dans des universités allemandes, chercheur.es au MPI ou au CNRS. Le panel des universités représentées est également très large : de l'ULB en Belgique à l'université d'Oslo, au CNAM, à l'EHESS, aux Instituts d'études politiques de Strasbourg et de Grenoble, aux universités Humboldt de Berlin, d'Erlangen, de Brest, de Paris I ou de Flensburg. Plusieurs d'entre ces universités sont des membres du GIP (Strasbourg, Sciences Po Grenoble, EHESS). De même, les champs disciplinaires couvrent un large éventail des disciplines des SHS : science politique, histoire et sociologie.

Si l'on retrouve un certain nombre de personnes gravitant au préalable dans le milieu académique franco-allemand, la participation à ce PFR a été pour beaucoup l'occasion d'un premier échange « franco-allemand ». Comme le montre la présence d'Hadrien Clouet dans le comité de pilotage du projet – Hugo Canihac ayant participé à la préparation de la première rencontre -, aucune différence n'a été faite entre les participant.es qui soit fonction de leur degré d'ancienneté dans la profession. Toutes les étapes ont été pensées comme des échanges entre égaux. Ainsi, Hadrien Clouet a massivement participé à la rédaction du texte de présentation de la publication tel qu'il est sorti de longs échanges entre les membres du comité de pilotage du projet.

Trois événements ont été organisés dans le cadre du PFR

- Un séminaire de lancement en février 2020 ;
- Une rencontre intermédiaire uniquement en distanciel en juillet 2021
- Un colloque final en avril-mai 2022.

Ces événements ont donné lieu à des comptes rendus sur le blog du CMB où ces événements ont été organisés pour des raisons pratiques : <https://rm2.hypotheses.org/1290> & <https://rm2.hypotheses.org/1874>.

Censé initialement être concentré sur deux années, de 2019 à 2021, nous avons bénéficié d'une année supplémentaire pour organiser notre troisième rencontre. La pandémie de covid a largement altéré la dynamique enclenchée par notre première rencontre, et notre troisième rencontre déplacée plusieurs fois a eu lieu en large partie en distanciel et avec un périmètre modifié par rapport aux contours initiaux du groupe.

Les discussions ont permis de faire forger un ensemble d'instruments de pensée portant sur le gouvernement européen des mobilités du travail. Elle a interrogé aussi bien des catégories consolidées comme « la liberté de circulation des travailleurs », principe juridique qui constitue l'une des 3 libertés au sens des institutions européennes que des institutions administrant cette liberté, comme les instances internationales de sécurité sociales. La discussion a permis de stratifier la liberté de circulation, en mettant en évidence les catégories auxquelles elle s'applique et celles que, en creux, les conceptions juridiques de l'après-1945 aussi bien que les institutions qui ont en charge leur mise en œuvre excluent : les « travailleurs » libres sont ainsi européens ou diplômés. Les frontières jouent donc un rôle de tri des migrants et de sélection euphémisée des immigrants désirables et indésirables.

Ce PFR fera l'objet d'une publication au sein de la revue *Historical Social Research*. A ce jour, une dizaine de travaux doivent intégrer ce numéro spécial consacré au gouvernement européen des mobilités du travail. Sous le titre *The Government of Labor Mobility in Europe. Histories, Categories, Contestations*, ce numéro spécial serait publié en 2023. Il contient à ce jour les contributions suivantes:

Ferruccio Riccardi, Hugo Mulonnière, Undesirable workers? Mobility and social rights of (post)colonial workers from North Africa (France, 1915-1960)

Cedric Jürgensen, Labour Mobility after Brexit: Sketching the First Impacts on the Dover-Calais Border Region

Pierre Edouard Weil, Pierre-Guillaume Prigent, The Journalistic Coverage of Posted Workers. From Diplomatic Affairs to Daily Local News

Hicham Jamid, From mobility for studies to work immigration: professional trajectories and paper careers of Moroccan graduates in France

Karim Fertikh, Manufacturing a Social Security for Migrant Workers: A Sociology of the European Administrative Power (1930s-1970s)

Emmanuel Comte, Containing state control of human mobility in Europe through free movement in the European Community and Union

Sanja Beronja, Attracting "tech talent" in the 21st century: How governance of innovation hubs in Europe impacts labor mobility

Hadrien Clouet, "Always further? How jobseekers face the mobility obligation in Germany and France"

5 autres chercheurs devraient encore intervenir dans ce dossier: Stefanie Börner sur la mobilité dans le cadre de la Covid, Nikola Tietze, Christine Barwick, Sigfrido Ramirez, sur la mobilité des travailleurs dans le cadre des élargissements de la CEE à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne et Hugo Canihac.

Ce dossier reflèterait ainsi la composition interdisciplinaire et franco-allemande de notre groupe.

Le choix de l'anglais comme langue de communication est lié au fait que nombre des intervenants ne sont pas inscrits dans les milieux franco-allemands et pour certains doctorants et jeunes docteurs, ce PFR a été une première expérience d'internationalisation. En outre, la valorisation de la recherche dans le monde des SHS allemand s'effectue souvent dans cette langue.